

— Par décret n° 68/026-PG du 12-1-68, M. MONDJIAOU précédemment en service à la Banque Nationale de Développement, est nommé Directeur Adjoint de la Banque Centrale en remplacement de M. MADIABOLA Albert, appelé à d'autres fonctions

M. BENGUE Michel, précédemment en service au Ministère des Affaires Étrangères, est nommé à la Banque Nationale de Développement en remplacement de M. MONDJIAOU appelé à d'autres fonctions.

— Par décret n° 68/027-PG du 12-1-68, M. PANGUÈRE Pierre, est nommé Directeur de la Conservation Foncière et des Domaines en remplacement de M. MASSOL, appelé à d'autres fonctions.

M. MASSOL, précédemment Directeur de la Conservation Foncière et des Domaines, est nommé Conseiller Technique au Ministère de l'Intérieur (Domaines).

DECRET N° 68/028-PG du 12-1-68, relatif aux saisies arrêts, cessions et retenues sur traitements ou salaires des travailleurs salariés du secteur privé et des agents de l'Etat et des Collectivités secondaires de l'Etat.

Le Président de la République
Président du Gouvernement

Vu les actes constitutionnels n°s 1 et 2 des 4 et 8 janvier 1966 ;

Vu le décret n° 67/006 du 12 janvier 1967, fixant la composition du Gouvernement et portant désignation de ses membres ;

Vu la loi 61/221 du 2 juin 1961 instituant le Code du Travail de la République Centrafricaine ;

Vu la loi 61/232 du 2 juin 1961 portant garanties fondamentales accordées aux Fonctionnaires ;

Vu le décret 64/218 du 4 juillet 1964 fixant les attributions du Ministre de la Fonction Publique et Travail ;

Vu le décret 62/091 du 4 avril 1962 instituant la Commission Consultative Nationale du Travail

Vu l'avis de la Commission Consultative Nationale du Travail en sa séance du 6 novembre 1967 ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Section I. — Règles Générales

Article premier. — Les traitements ou salaires des travailleurs visés par le présent décret sont saisissables ou cessibles jusqu'à concurrence du **quart** sur la portion inférieure ou égale à 120.000 francs par an (10.000 francs par mois) ; du **tiers** sur la portion supérieure à 120.000 francs et inférieure ou égale à 360.000 francs par an (30.000 francs par mois) ; de la **moitié** sur la portion supérieure à 360.000 francs et inférieure ou égale à 720.000 francs par an (60.000 francs par mois) et **sans limitation** sur la portion dépassant 720.000 francs.

Il doit être tenu compte, pour le calcul de la retenue, non seulement du salaire proprement dit, mais de tous les accessoires fixes du salaire, à l'exception toutefois des indemnités déclarées insaisissables par

la réglementation en vigueur, des sommes allouées à titre de remboursement de frais exposés par le travailleur et des allocations ou indemnités pour charges de famille.

Il doit être tenu compte, pour le calcul de la retenue, non seulement du salaire proprement dit, mais de tous les accessoires fixes du salaire, à l'exception toutefois des indemnités déclarées insaisissables par la réglementation en vigueur, des sommes allouées à titre de remboursement de frais exposés par le travailleur et des allocations ou indemnités pour charges de famille.

Art. 2. — En cas de cession ou de saisies-arrêts faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205 à 207, 212, 214, 238, 240, 301 et 355 du Code Civil, le terme mensuel courant de la pension alimentaire sera, chaque mois, prélevé intégralement sur la portion insaisissable des traitements et salaires.

La portion saisissable des traitements ou salaires pourra, le cas échéant, être retenue en sus soit pour sûreté des termes arriérés de la pension alimentaire et des frais, soit au profit des créanciers ordinaires opposants ou cessionnaires.

Les allocations ou indemnités pour charges de famille sont insaisissables et incessibles, sauf pour le paiement des dettes alimentaires prévues à l'article 203 du Code Civil.

Art. 3. — Aucune compensation ne s'opère au profit des employeurs entre le montant des traitements ou salaires dus par eux à leur travailleurs et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes.

Art. 4. — Les prélèvements obligatoires, les remboursements de cessions consenties dans le cadre des dispositions réglementaires prévues à l'article 100 du Code du Travail de la République Centrafricaine et les consignations qui peuvent être prévues par les conventions collectives et les contrats ne sont pas soumis aux restrictions de l'article 3 du présent décret.

Ne sont pas également soumis à ces restrictions les remboursements de cessions faites par l'employeur au travailleur, de denrées alimentaires et de fournitures de première nécessité, dans la limite des contre-valeurs de la ration et des fournitures fixée réglementairement en application de l'alinéa 3 de l'article 100 du Code du Travail de la République Centrafricaine, lorsque celles-ci ne sont pas effectivement servies par l'employeur.

Art. 5. — Tout employeur qui a fait une avance en espèces peut être remboursé au moyen de cession volontaires successives consenties dans les formes prévues à la section II et dans les limites fixées à l'article premier du présent décret. La retenue opérée de ce chef se confond avec la partie saisissable ou cessible déterminée à l'article premier.

Section II

Forme de la cession et procédure de la saisie-arrêt

Art. 6. — La cession des traitements ou salaires visée par l'article premier du présent décret ne peut être consentie, quel qu'en soit le montant que par déclaration souscrite par le cédant en personne devant le magistrat de sa résidence ou à défaut et pour

le remboursement d'avances d'argent consenties par l'employeur au travailleur, l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales du ressort.

Toutefois, lorsque le siège de la juridiction ou de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales sera situé à plus de vingt-cinq kilomètres, il pourra y avoir consentement réciproque et écrit devant le chef de l'unité administrative où réside le cédant.

Le greffier du tribunal compétent du ressort, requis par le magistrat, l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales ou le chef de l'unité administrative devant qui a été faite la déclaration en fait mention sur le registre prévu à l'article 22 ci-dessous et en adresse notification par lettre recommandée au débiteur du salaire ou à son représentant préposé au paiement dans le lieu où réside le cédant.

La retenue est opérée sur cette notification.

Le cessionnaire perçoit directement le montant des retenues sur production d'une copie de la mention de déclaration enregistrée comme prévue à l'article 22.

Toutefois, lorsque la cession est paralysée par une ou plusieurs oppositions antérieures, les sommes retenues sont déposées au greffe du Tribunal conformément aux dispositions de l'article 15 ci-après.

Art. 7. — La saisie-arrêt portant sur les traitements ou salaires visés à l'article premier du présent décret ne peut, quel qu'en soit le montant, être pratiqué même si le créancier a titre qu'après tentative de conciliation devant le magistrat de la résidence du débiteur.

Les lieu, jour, heure de la tentative de conciliation sont indiqués verbalement au créancier au moment où il formule sa réquisition.

A défaut d'avis de réception et si le débiteur ne se présente pas, le créancier doit, sauf s'il a un titre exécutoire, le citer à nouveau en conciliation par exploit d'huissier, dans le délai prescrit au paragraphe 2 du présent article.

Art. 8. — Le magistrat, assisté de son greffier, dresse procès-verbal sommaire de la comparution des parties, qu'elle soit ou non suivie de conciliation, aussi bien que la comparution de l'une d'elles.

En cas de conciliation, le magistrat en mentionne les conditions s'il y en a.

En cas de non conciliation, le magistrat, s'il y a titre ou s'il n'y a pas de constatation sérieuse sur l'existence ou le chiffre de la créance, autorise la saisie-arrêt dans une ordonnance où il énonce la somme pour laquelle elle sera formée.

Quand le débiteur ne se présente pas sur convocation ou citation régulière, le magistrat autorise également et dans les mêmes formes, la saisie-arrêt.

Art. 9. — Dans le délai de quarante-huit heures à partir de la date de l'ordonnance, le greffier donne avis qu'elle a été rendue au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement du salaire dans le lieu où travaille le débiteur. Cet avis est donné par lettre recommandée. Il vaut opposition.

Le greffier donne également avis dans les mêmes formes au débiteur lorsque celui-ci ne s'est pas présenté aux tentatives de conciliation.

Ces avis contiennent :

1°) Mention de l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt et de la date à laquelle elle a été rendue ;

2°) Les noms, prénoms, profession, domicile du créancier saisissant, du débiteur saisi et du tiers saisi ;

3°) L'évaluation de la créance par le magistrat.

Le débiteur peut percevoir du tiers saisi la portion non saisie de ses traitements ou salaires.

Art. 10. — Lorsqu'une saisie-arrêt aura été pratiquée, s'il survient d'autres créanciers, leur demande, signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à permettre au magistrat d'évaluer la créance, est inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'article 21 ci-après. Le greffier en donne avis dans les quarante-huit heures au tiers saisi par lettre recommandée qui vaut opposition et aussi par lettre recommandée au débiteur saisi.

En cas de changement de domicile, le créancier saisissant ou intervenant doit déclarer au greffe sa nouvelle résidence et il en est fait mention par le greffier sur ledit registre.

Art. 11. — Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi peuvent requérir la convocation des intéressés devant le magistrat de la résidence du débiteur saisi par une déclaration qui sera mentionnée sur le registre de l'article 21.

Le magistrat peut aussi ordonner d'office cette convocation.

Dans les quarante-huit heures de la réquisition ou de l'ordonnance, le greffier adresse :

1°) Au saisi ; 2°) au tiers ; 3°) à tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le magistrat à l'audience que celui-ci aura fixé. Le délai à observer est le même que celui prévu à l'article 7.

A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le magistrat prononçant sans appel dans les limites de sa compétence en dernier ressort, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statue sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie ainsi que sur la déclaration que le tiers saisi sera tenu de faire, audience tenante, à moins qu'il ne l'ait faite au préalable par lettre recommandée, adressée au greffier. Cette déclaration indique exactement et avec précision la situation entre le tiers saisi et le débiteur saisi.

Le tiers saisi qui, n'ayant pas fait sa déclaration par lettre recommandée, ne comparaît pas ou qui refuse sa déclaration à l'audience ou qui fait une déclaration reconnue mensongère, est déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés.

Le jugement qui prononce la validité ne confère au saisissant sur les sommes saisies aucun droit exclusif au préjudice des intervenants.

L'attribution des sommes saisies aux saisissants ou intervenants résulte des répartitions prévues à l'article 16 à concurrence de la somme répartie.

Art. 12. — Si le jugement est rendu par défaut, avis de ces dispositions est transmis par le greffier à la partie défaillante par lettre recommandée avec avis de réception ; dans les trois jours du prononcé.

L'opposition n'est recevable que dans les quinze jours de la date de la remise figurant à l'avis de réception. Elle consiste dans une déclaration au greffier, inscrite sur le registre prévu à l'article 21.

Toutes parties intéressées sont prévenues par lettre recommandée adressée par le greffier avec avis de réception, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article 7. Le jugement qui intervient est réputé contradictoire.

Art. 13. — Le délai pour interjeter appel est de trente jours. Il court, pour les jugements contradictoires, du jour du prononcé du jugement, pour les jugements par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition.

Le jugement contradictoire n'a pas besoin d'être signifié.

Art. 14. — Dans les quinze jours qui suivent chaque trimestre à partir de l'avis prévu par l'article 9 ou dans les quinze jours qui suivent l'époque où les retenues cesseraient d'être opérées, le tiers saisi versera au greffier le montant des sommes retenues ; il est valablement libéré sur la seule quittance du greffier.

Le tiers saisi a la faculté de remettre au greffier le montant desdites sommes par l'intermédiaire de l'administration des Postes, au moyen d'un mandat carte accompagné d'une demande d'avis de réception. L'avis de réception délivré par l'administration des Postes au tiers saisi vaut comme quittance du greffier.

Le tiers saisi, en opérant son versement, remet au greffier une note indicative des noms des parties, de la somme versée et de ses causes.

Art. 15. — Lorsque le tiers saisi n'a pas effectué son versement à l'époque fixée ci-dessus, il peut y être contraint en vertu d'une ordonnance qui est rendue d'office par le magistrat et dans laquelle le montant de la somme est énoncé.

Cette ordonnance peut être sollicitée par les parties dans les formes prévues par le premier paragraphe de l'article II.

L'ordonnance est notifiée par le Greffier, par lettre recommandée avec avis de réception dans les trois jours de sa date. Le tiers saisi a quinze jours, à partir de la date de la remise figurant à l'avis de réception, pour former opposition au moyen d'une déclaration au greffier qui l'inscrit sur le registre de l'article 21. Il est statué sur cette opposition, conformément aux règles de compétence et de procédure contenues dans les articles 11 et 12 ci-dessus.

L'ordonnance du magistrat non frappée d'opposition dans le délai de quinzaine devient définitive. Elle est exécutée à la requête du débiteur saisi ou du créancier le plus diligent sur une expédition délivrée par le greffier et revêtue de la formule exécutoire.

Art. 16. — La répartition des sommes encaissées sera faite par le magistrat, assisté du greffier.

Le magistrat devra surseoir à la convocation des parties intéressées, sauf pour causes graves, tant que la somme à distribuer n'atteint pas, déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un

dividende de trente-cinq pour cent (35%) au moins. S'il y a une somme suffisante et si les parties ne se sont pas amiablement entendues devant le magistrat pour la réparation, il procède à la répartition entre les ayants droit et dresse un procès-verbal indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées s'il en existe et le montant des sommes attribuées à chaque ayant-droit.

Les sommes versées aux ayants-droits par le greffier sont quittancées sur le procès-verbal.

Si les parties se sont entendues, avant de comparaître devant le magistrat, la répartition amiable sera visée par lui, pourvu qu'elle ne contienne aucune disposition contraire aux lois et règlements et qu'elle ne comprenne aucun frais à la charge du débiteur sauf le droit de mention alloué au greffier. Le magistrat le fera mentionner sur le registre prévu à l'article 21.

Il n'est pas fait de répartition de sommes au-dessous de cent francs (100 francs) à moins que les retenues opérées jusqu'à cette somme soient suffisantes pour désintéresser les créanciers.

Toute partie intéressée peut réclamer, à ses frais une copie ou un extrait de l'état de répartition.

Art. 17. — La saisie-arrêt, les interventions et les cessions consignées par le greffier sur le registre de l'article 21 sont radiées de ce registre par le greffier en vertu d'un jugement les annulant, soit d'une attribution, soit d'une répartition constatant l'entière libération du débiteur, soit d'une mainlevée amiable que le créancier peut donner par acte sous seing privé légalisé et enregistré ou par une simple déclaration qui sera inscrite sur ledit registre. Dans tous les cas, un avis recommandé est adressé immédiatement au tiers saisi par le greffier.

Art. 18. — Si, depuis la première répartition, aucune nouvelle créance n'a été enregistrée au greffe, le magistrat, lors de la deuxième répartition, invite les créanciers à donner mainlevée de leur saisie sous la condition que leur débiteur s'acquittera du reliquat de ses obligations dans un délai qu'ils détermineront.

Si plus de la moitié des créanciers, représentant au moins les trois-quarts en sommes des créances validées, acceptent de donner mainlevée, le magistrat prononce, par ordonnance, la mainlevée de la saisie-arrêt.

Aucun créancier, compris dans les répartitions ci-dessus mentionnées ne peut former une nouvelle saisie-arrêt sur les traitements salaires du débiteur à moins qu'il ne soit pas payé à une seule des échéances convenues.

Si un créancier non compris dans les susdites répartitions ou dont la créance serait postérieurement à l'ordonnance de mainlevée, forme une saisie-arrêt ou si l'un des créanciers dont la saisie a été levée n'est pas payé au terme convenu et forme pour cette cause une nouvelle saisie, tous les créanciers antérieurement saisissants ou intervenants, sont réinscrits d'office et sans frais pour la portion de leur créance non éteinte. Cette réinscription est faite par le greffier qui en avise le tiers saisi, dans les formes et délais prévus à l'article 9 § 1er.

Art. 19. — Le magistrat qui a autorisé la saisie-arrêt reste compétent, même lorsque le débiteur aura transporté sa résidence dans un autre ressort tant qu'il n'aura pas été procédé à une saisie dans le ressort de la nouvelle résidence contre le même débiteur, entre les mains du même tiers saisi.

Dès que le tiers saisi est avisé de la saisie-arrêt nouvelle, il remet au greffier de la première résidence le solde des sommes retenues en vertu de la saisie primitive, et il est fait une répartition qui met fin à la procédure dans l'ancien ressort.

Art. 20. — Les frais de saisie-arrêt et de distribution sont à la charge du débiteur saisi. Ils seront prélevés sur la somme à distribuer.

Tous frais de contestation jugée mal fondée seront à la charge de la partie qui aura succombé.

Art. 21. — Il est tenu au greffe de chaque tribunal de Grande Instance un registre sur papier non timbré coté et paraphé par le Président de la juridiction et sur lequel sont mentionnés tous les actes, d'une nature quelconque, décisions et formalités auxquels donne lieu l'exécution de la présente section.

Art. 22. — Tous les actes, décisions et formalités visés à l'article 21 sont enregistrés gratis ; ils sont, ainsi que leurs copies prévues dans la présente section, rédigés sur papier non timbré.

Les lettres recommandées, les procurations du saisi et les quittances données au cours de la procédure sont exemptées de tout droit de timbre et dispensées de la formalité de l'enregistrement.

Les parties peuvent se faire représenter par un Avocat ou Avocat-défenseur régulièrement inscrit ou par tout mandataire de leur choix, auquel cas les procurations données par le créancier saisissant doivent être spéciales pour chaque affaire. Elles sont soumises au droit de timbre et d'enregistrement.

Les lettres recommandées jouissent de la franchise postale.

Art. 23. — Les greffiers ne peuvent conserver plus de mille francs (1.000 francs) sur le montant des sommes dont ils sont comptables. Ils versent le surplus au préposé de la caisse des dépôts et consignations du ressort qui leur ouvrira un compte spécial. Ils opèrent leurs retraits pour les besoins des répartitions sur leur simple quittance, en justifiant de l'autorisation du magistrat.

Ils doivent, quand il n'y a pas un préposé de la caisse des dépôts et consignations au siège de leur juridiction, opérer leurs versements ou leurs retraits par l'intermédiaire de l'agent du Trésor public le plus rapproché.

Le magistrat devra procéder à une vérification mensuelle de la comptabilité du greffier et y apposer son visa.

Art. 24. — Les sommes indiquées aux articles 1er, 16 et 20 du présent décret s'entendent en monnaie ayant cours légal en République Centrafricaine.

Art. 25. — Le magistrat cité dans le présent texte est le Président du Tribunal de Grande Instance.

Art. 26. — Pour tous les actes et formalités faits par les greffiers dans les procédures prévues au présent décret, les émoluments correspondants sont fixés à la moitié des émoluments mentionnés au tarif général des greffiers en matière civile.

Ces émoluments excluent toutes autres perceptions même pour déboursés.

Art. 27. — Il n'est pas dérogé aux règles particulières en vigueur en matière de paiement des dettes ou de recouvrement des créances de l'Etat, des Collectivités et établissements publics et de la Banque Nationale de Développement.

Art. 28. — Les comptables publics ne sont pas assignés en déclaration, ils délivreront simplement un certificat constatant l'existence de la dette envers les débiteurs saisis et énonçant la somme si elle est liquide.

Art. 29. — Par dérogation, la cession des traitements ou salaires consentie à la Banque Nationale de Développement pour amortir un crédit de cet établissement n'est pas soumise aux formalités de l'article 6 ci-dessus.

De même, les dispositions des articles 14 et 15 ci-dessus demeurent inapplicables aux comptables publics qui versent d'office à la caisse des dépôts et consignations, les retenues effectuées sur les salaires, appointements ou traitements en vertu d'opposition.

Art. 30. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Art. 31. — Le Ministre de la Fonction Publique et du Travail est chargé de l'exécution du présent décret.

Art. 32. — Le présent décret sera publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Bangui, le 12 janvier 1968.

Par le Président de la République
Président du Gouvernement :

J.B. BOKASSA.

Le Ministre de la Fonction Publique
et du Travail,
A. KEZZA.

DECRET N° 68/029/PG du 12-1-68, tendant à modifier l'article 8 du décret n° 64/315 du 23 octobre 1964, portant création des Tribunaux du Travail en République Centrafricaine.

Le Président de la République
Président du Gouvernement

Vu les actes constitutionnels n°s 1 et 2 des 4 et 8 janvier 1966 ;

Vu le décret n° 67/006 du 12 janvier 1967, fixant la composition du Gouvernement et portant désignation de ses membres ;

Vu la loi n° 61/221 du 2 juin 1961 instituant un Code du Travail modifiée par l'ordonnance n° 68/01 du 12-1-68.